PLANÈTE • RESSOURCES NATURELLES

Le monde doit se préparer à une « crise de l'eau douce », selon les Nations unies

Augmentation des prélèvements, réchauffement climatique et pollution mettent à mal la ressource. Les pénuries vont se multiplier et créer de plus en plus de tensions.

Par Martine Valo

Publié aujourd'hui à 05h55, mis à jour à 09h00 · Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

Dans le réservoir du barrage de Cerron Grande, encombré de déchets plastiques, de verre et d'autres matériaux, à Potonico (Salvador), le 9 septembre 2022. MARVIN RECINOS / AFP

Le risque d'une crise mondiale de l'eau douce est *« imminent »*, prévient l'Organisation des nations unies (ONU), en introduction à la conférence exceptionnelle qu'elle lui consacre, à New York, du 22 au 24 mars. Comme les signes en sont, en réalité, déjà perceptibles, il faut s'attendre à ce qu'une pluie de déclarations vibrantes concernant cette ressource vitale déferle sur le siège de l'ONU dans les prochains jours. Il n'y sera pas seulement question d'aide humanitaire et de développement durable, mais aussi de droits humains et de santé, de sciences, de coopération, d'agriculture, d'énergie, de biodiversité, de climat, de paix.

La gestion de la ressource hydrique est un thème universel, complexe, et politiquement si sensible que la précédente édition, la première du genre, remonte à… 1977. Car, à la différence du changement climatique ou de la biodiversité, elle ne donne pas lieu à des rencontres intergouvernementales régulières. Chefs d'Etat, ministres, banques de développement, représentants d'entreprises, militants

humanitaires, scientifiques et ONG devraient donc affluer à New York, où 6 500 participants sont attendus.

L'enthousiasme que soulève ce genre de grand rendez-vous devrait susciter des annonces d'engagements importants en faveur de l'accès à l'eau, de l'assainissement et, globalement, d'une meilleure gestion. De même pourraient émerger des coalitions d'Etats, d'organisations publiques et privées, de villes – Paris y sera représenté –, prêtes à s'impliquer davantage pour une meilleure utilisation de la ressource, de moins en moins accessible et de plus en plus convoitée.

Cependant, l'agenda des prochains jours ne prévoit pas de négociation sur un quelconque accord politique, puisque tel était le prix à consentir pour que l'ensemble des Etats acceptent l'organisation de cette conférence, portée par les Pays-Bas et le Tadjikistan. Le projet du moment n'est pas de se donner de nouvelles ambitions, mais de s'accorder sur le constat, de rattraper un peu du retard accumulé et de lancer un message d'alerte.

• Un quart de l'humanité toujours en manque d'eau

L'assemblée générale des Nations unies reconnaît l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain fondamental depuis 2010. En principe, chacun devrait pouvoir s'approvisionner à une source située à moins de 1 kilomètre et de trente minutes de chez lui. En 2015, les Etats membres se sont fixé pour objectif de parvenir à une couverture universelle des besoins en eau et en assainissement d'ici à 2030. Or ils sont très mal partis pour l'atteindre. Il faudrait accélérer et multiplier les efforts par quatre, estime l'ONU, pour qui *« les pays les moins avancés sont ceux pour lesquels le chemin est le plus long »*.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire →

Environ un quart de la population mondiale (2 milliards de personnes) n'a pas accès à l'eau potable selon les critères définis par l'ONU, et 3,6 milliards de personnes (près de la moitié des habitants de la planète) ne disposent pas de toilettes, de latrines ou d'un autre système d'assainissement géré de manière sûre, ni chez elles ni alentour. Aujourd'hui encore, 494 millions de personnes n'ont d'autre choix que de déféquer en plein air et 670 millions n'ont aucun moyen de se laver les mains… Au moins 2 milliards d'êtres humains utilisent de l'eau contaminée, ce qui les expose au choléra, à la dysenterie, à la typhoïde, à la poliomyélite…

Une femme samburu va chercher de l'eau pendant la sécheresse à l'école primaire de Loolkuniyani, dans le comté de Samburu (Kenya), le 16 octobre 2022. BRIAN INGANGA / AP

« Les investissements dans l'assainissement sont cinq fois plus coûteux que ceux pour l'eau potable. Cette crise-là est sous-estimée alors qu'elle a une influence directe sur le développement économique : quand les gens sont malades, ils ne peuvent pas travailler », commente Richard Connor, rédacteur en chef du rapport annuel préparé par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau de l'ONU, publié par l'Unesco.

« La situation mondiale a tendance à s'améliorer, mais les taux d'accès stagnent, voire régressent dans certaines régions, résume Sandra Métayer, coordinatrice de Coalition Eau, qui rassemble trente organisations non gouvernementales ou fondations du secteur de l'eau. *Techniquement, on sait faire ; c'est la volonté politique qui fait défaut. L'Inde, par exemple, a fait d'énormes progrès pour l'assainissement quand son gouvernement a décidé de lancer des programmes nationaux, en 2014. »* Actuellement, la moitié des personnes privées d'approvisionnement en eau potable se trouve en Afrique subsaharienne.

« Nous allons à New York avec des organisations humanitaires africaines pour témoigner de ce que nous voyons sur le terrain, ditJean Lapegue, responsable du département Eau, assainissement, hygiène pour Action contre la faim. *Sur le continent africain, 27 % de la mortalité infantile sont encore liés aux maladies hydriques. Et, en Ukraine, les besoins sont monstrueux, il faudrait pouvoir fournir de l'eau à 11 millions de personnes, un quart de la population ! »* Le responsable humanitaire dénonce *« un manque chronique de financements »*.

En cas de catastrophe ou de conflit, les appels aux dons coordonnés par les Nations unies pour le secteur hydrique sont en général abondés à hauteur de 60 % seulement des besoins estimés. Selon des estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'aide publique au développement destinée à l'eau a augmenté ces vingt dernières années, mais elle s'élevait à 9,6 milliards de dollars en 2018 (moins de 9 milliards d'euros), avant de redescendre à 8,7 milliards en 2020, contre 2,7 milliards de dollars en 2002. Des progrès insuffisants au regard de la croissance anarchique des agglomérations. Et limités : ces financements ont représenté en moyenne 4 % seulement de la totalité de l'aide publique au développement entre 2016 et 2020.

Coalition Eau fait cependant remarquer que les pays développés ont leurs lacunes eux aussi. En France métropolitaine, 400 000 personnes qui vivent dans de l'habitat précaire ne sont raccordées à aucun réseau de distribution d'eau potable ou d'assainissement. La situation est bien pire dans les outre-mer : en Guadeloupe, les taux de perte dans les canalisations peuvent atteindre 60 % et des communes entières sont soumises à des « tours d'eau » ; à Mayotte, 30 % des habitants ne sont pas desservis…

• Des pénuries qui vont aller en s'aggravant

Entre 2 et 3 milliards de personnes sont confrontées à des pénuries en eau au moins un mois par an, ce qui compromet leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire et leur alimentation en électricité, relate le rapport des Nations unies sur l'eau publié le 22 mars. Et celles-ci *« vont s'aggraver au cours des décennies à venir – en particulier dans les villes »*, pronostiquent les auteurs. Intitulé *Partenariats et coopération pour l'eau,* le rapport insiste notamment sur les efforts de collaboration que les milieux urbains, en pleine croissance, doivent déployer à l'égard des zones agricoles alentour, afin d'éviter une compétition contre-productive, l'une ayant besoin d'eau pour boire et l'autre, pour produire son alimentation.

Lire aussi : La gestion de l'eau en France est inadaptée à la raréfaction de la ressource, selon la Cour des comptes

Durant les années 2010, les prélèvements dans les municipalités ont augmenté de 3 %, ceux qui sont destinés aux cultures et à l'élevage ont augmenté de 5 % et représentent désormais 72 % du total, alors que ceux de l'industrie ont réduit de 12 %. Partout sur le globe, l'extraction intensive pour l'irrigation ou l'approvisionnement des grandes villes se chiffre en centaines de kilomètres cubes et conduit à épuiser rapidement une bonne part des nappes souterraines.

Avec la croissance démographique et les changements des modes de consommation, la demande globale en eau a grimpé de 1 % par an dans les quatre dernières décennies. Les extractions n'ont pas suivi la même courbe grâce à de meilleures productivités dans l'industrie et l'agriculture. Néanmoins, combien de temps cette croissance pourra-t-elle continuer ? Rapportés au nombre d'habitants, les volumes disponibles ont diminué dans le monde entier de 20 % en moyenne entre 2000 et 2018. Ce déclin, très variable selon les régions, atteint 41 % en Afrique subsaharienne, 30 % et 29 % en Asie centrale et de l'Ouest, 26 % en Afrique du Nord. Déjà 10 % de la population vit dans un pays où le « stress hydrique » (lorsque la demande excède les ressources disponibles) *« atteint un niveau élevé ou critique »*, surtout en Asie centrale et du Sud, ainsi qu'en Afrique du Nord, selon le rapport de l'ONU.

• Une ressource polluée et plus rare

La disponibilité de l'eau dépend aussi de sa qualité. Or elle se dégrade partout. Dans les régions du monde à faible revenu, le manque de traitement des eaux usées est la principale cause de pollution. Une estimation de 2017 selon laquelle plus de 80 % des eaux usées se déversent directement dans la nature reste d'actualité. Mais, dans les pays développés, les *« ruissellements agricoles posent un problème relativement plus grave »*, notent les rapporteurs de l'ONU, qui manquent d'indicateurs pour caractériser la généralisation de la présence de microplastiques, de produits pharmaceutiques et d'autres contaminants émergents. Ce dernier sujet suscite *« de plus en plus de préoccupations »*, souligne l'ONU.

Lire aussi : Sécheresse : « La réutilisation des eaux usées ne peut pas résoudre à elle seule le problème »

L'eau est en outre l'un des principaux marqueurs du changement climatique. Entre 2000 et 2019, les sécheresses ont touché 1,43 milliard de personnes et provoqué des pertes économiques considérables. Les inondations ont été multipliées par quatre dans les zones tropicales. Elles ont frappé 1,65 milliard de personnes, et plus de 100 000 d'entre elles en sont décédées.

Depuis, la sécheresse exceptionnellement longue qui a sévi dans la Corne de l'Afrique en 2022 a causé la mort de 43 000 personnes en Somalie, dont une moitié de jeunes enfants, estime l'Organisation mondiale de la santé, tandis que les inondations qui ont dévasté le Pakistan privent toujours d'eau potable 10 millions d'habitants. Bien que soit reconnue la capacité des écosystèmes à atténuer ce genre de cataclysmes – les crues, en particulier –, leur destruction continue, à commencer par les zones humides, dont plus de 85 % ont été rayées de la surface de la Terre.

• Une gouvernance morcelée

A la différence de la santé, de l'alimentation ou de l'éducation, l'eau n'a pas d'agence ni de fonds attitrés au sein des Nations unies. Ses enjeux recoupent des problématiques diverses : déplacements de populations, énergie, droits des femmes, climat, biodiversité… Ainsi, aux yeux des experts du secteur, si l'eau est présente partout, elle ne se trouve réellement nulle part.

En octobre 2022, 150 Etats ont écrit au secrétaire général de l'ONU pour lui demander la nomination d'un envoyé spécial, doté d'un statut politique suffisant pour pouvoir porter la voix de l'eau et organiser des rencontres intergouvernementales régulières à ce sujet. Et de nombreuses ONG sont sur la même ligne.

Des pompes d'irrigation sur un canal traversant des champs agricoles à Holtville, en Californie, le 9 février 2023. SANDY HUFFAKER / AFP

Trop prélevée, polluée de toutes parts, gaspillée : la ressource nécessiterait, pour sa gestion, une réflexion et une mobilisation urgentes. Pourquoi, dès lors, n'y a-t-il pas eu une conférence intergouvernementale sur l'eau depuis quarante-six ans ? *« S'il a fallu attendre deux générations pour que se tienne celle-ci, c'est parce que certains Etats s'y opposaient. Ils ne veulent pas que l'on s'intéresse à la façon dont ils partagent leurs ressources avec leurs voisins »*, estime Gérard Payen, vice-président du

Partenariat français pour l'eau. *« Les pays qui ont de grosses réserves d'eau douce, comme le Brésil, le Canada, la Russie, les Etats-Unis ou la Chine, peuvent se montrer méfiants quant au renforcement de la gouvernance de l'eau »*, confirme Sandra Métayer, de Coalition Eau.

Au total, 153 Etats dans le monde sont riverains de 286 cours d'eau et lacs qui leur sont communs et utilisent 592 systèmes d'aquifères transfrontaliers. Des ententes locales existent dans plus de la moitié des cas, mais seuls 24 accords opérationnels couvrent l'intégralité du bassin-versant commun. Un déficit susceptible de créer de fortes tensions entre Etats.

Martine Valo